

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2015.

I. – Rapport d'activité semestriel.

Le chiffre d'affaires du groupe sur ce 1^{er} semestre 2015 s'établit à 369,0 millions d'euros contre 338,7 millions d'euros l'année précédente, en hausse de 8,9 %.

En France, les ventes ont atteint 250,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2015. Le 2^{ème} trimestre marqué par un dynamisme commercial particulièrement réussi ressort à 144,3 millions d'euros, ce qui permet à Bricorama France d'afficher un +13,1 % par rapport à l'exercice 2014 et de surperformer le marché.

On soulignera notamment l'intégration particulièrement réussie des magasins GNUVA au 1^{er} janvier 2015 qui portaient auparavant l'enseigne Mr Bricolage et contribuent à hauteur de 8,5 % à l'évolution positive du chiffre d'affaires en France.

La Belgique est en légère baisse de -1,4 % dans un marché fortement concurrencé.

Le chiffre d'affaires aux Pays-Bas progresse quant à lui de 3,3 % en raison d'une part du fruit des déplacements de magasins réussis comme à Deventer et d'autre part d'une activité économique plus soutenue.

Quant à l'Espagne, les ventes se sont élevées à 9,8 millions d'euros soit une progression de 3,8 %.

Le réseau des franchisés continue quant à lui de bénéficier de perspectives de développement favorables avec désormais 65 franchisés.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 30/06/2014	Au 30/06/2015
France	92	103
Pays-Bas	34	34
Espagne	8	8
Belgique	40	40
Franchisés	48	65
TOTAL	222	250

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

Suivi du litige Bricorama SA/JG Capital Management : le litige évoqué les années précédentes et relatif à deux assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama est toujours en cours. Ce litige est sans impact sur les comptes présentés.

Opération spécifique :

La demande de JG Capital relative aux 96,3 M€ concerne la cession d'une filiale de Bricorama SA (Nouvergies) intervenue fin décembre 2006 au profit d'une société appartenant à M. Bourrelier – PDG de Bricorama.

JG Capital considère qu'en cédant la société Nouvergies à un prix manifestement anormal, M. Bourrelier a commis une faute engageant sa responsabilité et c'est dans ce cadre qu'il réclame précisément 96 295 719 euros au titre du manque à gagner subi par Bricorama SA. La société RICOL a confirmé que la cession a bien été réalisée à une valeur de marché.

Concernant la demande d'indemnisation de 7 003 349 euros, il s'agit de trois actifs immobiliers situés à Gand en Belgique, St Malo et Beaune en France qui ont été cédés à des sociétés appartenant à M. Bourrelier.

JG Capital conteste le prix de vente, qu'il estime sous-évalué et a intenté une action au profit de Bricorama SA et à l'encontre de M. Bourrelier pour dédommagement du manque à gagner. Aucun produit à recevoir n'a été constaté dans la mesure où nous considérons que la demande n'est pas justifiée au regard des expertises immobilières réalisées et confirmant que ces opérations ont été réalisées à des prix de marché. En conséquence, la probabilité de recouvrement des sommes réclamées par JG Capital pour le compte de Bricorama est selon notre analyse très faible.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2015.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Chiffre d'affaires	10	369 008,8	338 699,5	675 003,8
Autres produits de l'activité		11 718,4	7 591,1	16 337,3
Achats consommés		-230 940,1	-207 246,6	-411 158,0
Charges externes		-60 125,6	-56 758,7	-100 922,0
Charges de personnel		-64 523,5	-60 897,2	-120 280,4
Impôts et taxes		-4 453,2	-4 561,4	-8 864,7
Dotations aux amortissements		-8 065,0	-7 612,8	-15 447,3
Dotations aux provisions		-1 014,5	-1 016,4	-1 331,9
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	1 465,3	1 237,6	2 436,9
Résultat opérationnel courant		13 070,5	9 435,2	25 773,7
Résultat sur cession participations conso				3,87
Autres produits et charges opérationnels	12	-6 228,8	-547,7	64,1
Résultat opérationnel		6 841,6	8 887,6	25 841,6
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		104,3	108,7	128,7
Coût de l'endettement financier brut		-1 073,6	-1 006,3	-1 941,6
Coût de l'endettement financier net		-969,3	-897,7	-1 812,8
Autres produits et charges financiers		-264,5	-1 285,9	-2 215,2
Résultat avant impôt		5 607,9	6 704,0	21 813,6
Impôt sur les bénéfices	13	-680,4	-3 429,5	-9 037,8
Quote-part mise en équivalence		27,4	-40,1	-117,9
Résultat des activités destinées à être cédées		0,0	0,0	0,0
Résultat net total		4 954,8	3 234,1	12 657,8
Part du groupe		4 954,7	3 234,1	12 656,7
Part des minoritaires		0,0	0,0	1,1
Résultat par action (euros)		0,65	0,52	2,01

Le poste « autres produits de l'activité » évolue compte-tenu de la participation publicitaire plus élevée du fait des opérations de croissance externe et à notre important volume d'affaires réalisé au 1^{er} semestre.

PREMIERE APPLICATION DE L'INTERPRETATION IFRIC 21 « TAXES PRELEVEES PAR UNE AUTORITE PUBLIQUE »

Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014. Cependant l'article 2 du règlement de l'Union Européenne reporte l'application obligatoire de cette interprétation, pour les pays de l'UE, aux exercices ouverts à compter du 17 juin 2014.

Cette interprétation précise que le fait générateur de la comptabilisation de la dette des taxes diverses, droits et autres prélèvements, qui ne sont pas dans le champ d'application de la norme IAS12, dépend des termes de la législation y afférent, indépendamment de l'assiette de la période de calcul du prélèvement. En conséquence, un passif pour paiement d'une taxe ne peut être comptabilisé progressivement dans les comptes intermédiaires.

La première application de cette interprétation par le Groupe affecte le rythme de reconnaissance en période intermédiaire de certaines taxes, telles que la C3S ou la taxe foncière.

L'impact sur le résultat opérationnel de cette interprétation pour le Groupe est de 0,85 millions d'euros.

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ». Le tableau de « Variations des capitaux propres » ne présente donc plus qu'un total « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net consolidé	4 954,7	3 234,1
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	1 608,9	235,1
Différences de conversion	142,7	17,9
Retraitement actions propres	5,2	0,0
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies	-32,3	-562,0
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	1 724,5	-309,0
Résultat global consolidé (1)	6 679,3	2 925,1
Dont Résultat global part des minoritaires	0,0	0,0
Dont Résultat global part du groupe	6 679,3	2 925,1
Résultat global par action (euros)	1,1	0,5

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2015.

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Goodwill	3	197 892,7	175 260,5
Autres immobilisations incorporelles	3	1 741,7	1 995,3
Immobilisations corporelles	3	87 912,0	76 653,2
Participation entreprises associées		1 855,8	-69,3
Autres actifs non courants		13 350,5	11 697,6
Actifs d'impôts non-courants		3 147,2	2 297,5
Autres actifs long terme			
Total actifs non courants		305 900,0	267 834,8
Stocks et en cours	4	239 728,1	206 606,5
Clients et autres débiteurs	5	22 118,0	16 852,8
Autres actifs courants	5	42 140,6	38 384,1
Actifs d'impôts courants		2 591,2	910,8
Actifs financiers à la juste valeur	6	3 362,4	0,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	32 524,7	44 635,0
Total actifs courants		342 465,0	307 389,3
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total actif		648 365,0	575 224,2

Passif	Notes	30/06/2015	31/12/2014
Capital		31 106,7	31 106,7
Prime liée au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		258 571,6	250 100,7
Résultat de l'exercice		4 954,7	12 656,7
Intérêts minoritaires		40,7	40,8
Total des capitaux propres		308 086,0	307 317,2
Emprunts et dettes financières à long terme	7	100 624,2	70 637,4
Passif d'impôt non courant		523,9	949,1
Engagement envers le personnel	8	7 196,6	6 624,7
Provision à long terme	8	9 727,5	4 590,1
Autres passifs non courants		0,0	0,0
Total passifs non-courants		118 083,2	82 801,4
Fournisseurs et comptes rattachés	9	99 998,6	80 752,4
Emprunt à court terme	6	52 733,2	41 164,5
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	26 705,9	23 265,0
Passif d'impôt courant	9	2 301,6	2 810,0
Provisions à court terme	8	0,0	0,0
Autres passifs courants	9	40 456,4	37 113,7
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total passifs courants		222 195,8	185 106,0
Total passif		648 365,0	575 224,2

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2015.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2014	31 107	3 794	265 785	300 688	40	300 728
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			18	18		18
Résultat de la période			3 234	3 234		3 234
Total des pertes et profits de la période			3 252	3 252		3 252
Dividendes versés			-5 897	-5 897		-5 897
Autres variations			5	5		5
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		229		229		229
Couvertures taux IAS 39		-562		-562		-562
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2014	31 107	3 461	263 145	297 715	40	297 755

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	31 107	3 373	272 795	307 276	41	307 317
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			142	142	0	142
Résultat de la période			4 955	4 955		4 955
Total des pertes et profits de la période			5 097	5 097		5 097
Dividendes versés			-5 910	-5 910		-5 910
Autres variations						
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39		1 614		1 614		1 614
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		-32		-32		-32
Variation périmètre						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2015	31 107	4 955	271 982	308 045	41	308 086

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

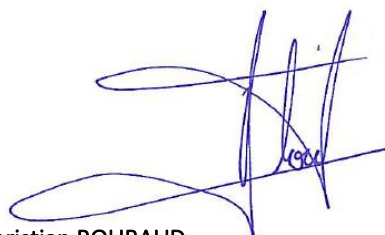
	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net total consolidé	4 955	3 234
Ajustements :		
Elimination des mises en équivalence	-27	40
Elimination des amortissements et provisions	13 318	7 819
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	74	170
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	11	12
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	18 331	11 276
Elimination de la charge (produit) d'impôt	662	3 412
Elimination du coût de l'endettement financier net	969	898
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	19 962	15 585
Incidence de la variation du BFR	-16 008	12 791
Impôts payés	-4 336	-3 829
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-382	24 546
Incidence des variations de périmètre	-34 562	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-7 453	-11 269
Acquisitions d'actifs financiers		
Variation des prêts et avances consentis	-1 362	-260
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	23	72
Cessions d'actifs financiers		
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-43 353	-11 457
Augmentations de capital		
Emissions d'emprunts	45 000	11 000
Remboursements d'emprunts	-9 361	-13 887
Intérêts financiers nets versés	-969	-898
Rachats et reventes d'actions propres	5	-6
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-5 910	-5 897
Dividendes payés aux minoritaires	0	0
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	28 764	-9 688
Incidence des variations des taux de change	8	3
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	-15 814	3 404
Trésorerie d'ouverture	30 968	12 078
Trésorerie de clôture	15 154	15 483

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général



Christian ROUBAUD
*Directeur Général Délégué
Administratif & Financier et Directions étrangères*

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21a boulevard Jean-Monnet à Villiers-sur-Marne (94350).

La société est cotée sur le marché Alternext sous le numéro FR 00000054421 depuis le 25 juillet 2011, auparavant la société était cotée sur le marché d'Euronext compartiment B.

Ces états financiers consolidés semestriels ont été arrêtés le 21 septembre 2015 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues. Les principales estimations et hypothèses portent sur :

- ✓ Le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;
- ✓ Le calcul des engagements de départ à la retraite ;
- ✓ Les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf pour Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2015.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, et la société Bouwmarkt Ypenburg BV sont consolidées par mise en équivalence ainsi que la SCI du Rond Point 12. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette norme, le groupe a retenu 4 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 14). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 4 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

▪ Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

▪ Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

▪ Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

▪ Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements.....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages.....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux, Espagne).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Le business plan n'intègre pas les effets des ouvertures de magasins ou des agrandissements futurs pour lesquels aucune dépense n'a encore été comptabilisée. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque évalué à 3,5 %, sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

2.3.7. Stocks et créances

2.3.7.1. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire.

2.3.7.2. Créances

Les créances sur clients en compte : Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance. Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent soit des Administrations (par définition sans risque), soit des artisans ou commerçants dont la créance est garantie par la SFAC ou la COFACE.

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Point non applicable au groupe Bricorama.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

La société impute en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus.

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu
Point non applicable au groupe : pas de stock option.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, a supprimé la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE).

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») est classée en impôt sur le résultat. Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet d'ajout du sujet à son agenda formulées par l'IFRIC en mars 2006 et mai 2009 sur la question du champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé que, pour entrer dans le champ d'IAS 12, un impôt doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat net comptable. Le groupe a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques mentionnées dans cette conclusion, dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

3/. Le groupe comptabilise le crédit impôt recherche (CIR) en déduction des impôts.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions. Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 31 décembre, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	212 652,1	189 750,2
<i>Dont goodwill</i>	198 923,9	176 291,6
Immobilisations corporelles	255 780,5	228 151,1
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-13 017,6	-11 463,3
<i>Dont goodwill</i>	-1 031,1	-1 031,1
Immobilisations corporelles	-167 868,5	-151 497,8
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	199 634,5	178 286,9
<i>Dont goodwill</i>	197 892,8	175 260,5
Immobilisations corporelles	87 912,0	76 653,2

L'évolution habituelle du poste immobilisations provient essentiellement des investissements informatiques et des investissements courants des magasins du groupe.

L'augmentation du goodwill cette année est liée à la reprise des 9 magasins GNUVA ex Mr Bricolage au 1^{er} janvier 2015 et à celle de deux franchisés Bricorama au 1^{er} février.

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Stocks de marchandises bruts	241 347,5	208 207,8
Provisions sur stocks	-1 619,4	-1 601,3
Stocks de marchandises nets	239 728,1	206 606,5

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement des phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks et aux variations de périmètre.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Clients et comptes rattachés	23 517,2	18 249,9
Créances sur personnel et organismes sociaux	935,4	2 084,0
Créances fiscales – hors IS	4 851,0	4 009,5
Comptes courants – actifs	1 346,6	1 261,5
Autres créances	31 410,2	28 738,6
Charges constatées d'avance	4 052,4	2 691,4
Total autres actifs courants	42 595,6	38 784,9
Provisions clients et comptes rattachés	-1 399,2	-1 397,1
Provisions autres créances et intérêts courus	-455,1	-400,8
Total des provisions	-1 854,3	-1 797,9
Autres actifs courants, clients et créances	64 258,6	55 236,9

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Valeurs mobilières de placement	3 362,4	0,1
Disponibilités	32 524,7	44 635,0
Total	35 887,1	44 635,1

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Dettes envers les établissements de crédit	96 030,4	65 938,4
Dettes sur immobilisations en location-financement	4 182,6	4 374,8
Emprunts et dettes financières diverses	411,2	324,1
Total des emprunts portant intérêt non courants	100 624,2	70 637,4
Dettes envers les établissements de crédit	26 335,1	22 894,1
Concours bancaires courants	52 733,2	41 164,5
Dettes sur immobilisations en location-financement	370,9	370,9
Total des emprunts portant intérêt courants	79 439,2	64 429,5
Total emprunts	180 063,4	135 066,9

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Trésorerie et équivalent de trésorerie	35 887,1	44 635,1
Emprunts	180 063,4	135 066,8
Endettement net	144 176,3	90 431,7

L'endettement net au 30 juin 2015 s'élève à 144,2 millions d'euros contre 118,5 millions d'euros au 30 juin 2014 et 90,4 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 9,3 millions d'euros et a souscrit pour 45 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme (notamment liés au financement de notre croissance externe).

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Change à terme				
Achat d'euros contre devises				
Dont EUR/USD	2 747	3 990	47	115
Options de change				
Dont options EUR/USD				
Total options de change et change à terme	2 747	3 990	47	115

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se finance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Couverture de flux de trésorerie	226 281	265 000	-3 976	-5 586
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	226 281	265 000	-3 976	-5 586

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	30/06/15			31/12/14			Total juste valeur au 30/06/2015
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	55 000	161 281		60 000	195 000		-3 869
Caps achats		10 000			10 000		-107
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	55 000	171 281		60 000	205 000		-3 976

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Engagement envers le personnel	7 196,6	6 624,7
Autres provisions	9 727,5	4 590,1
Provisions non courantes	16 924,1	11 214,8
Provisions courantes	0,0	0,0
Total	16 924,1	11 214,8

L'évolution de ce poste est principalement liée à la comptabilisation de provisions pour charges sur le risque locatif de Séville.

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	31/12/2014
Dettes fournisseurs	99 987,5	80 741,2
Dettes sur acquisitions actifs	11,1	11,2
Total fournisseurs et autres	99 998,6	80 752,4
Passif d'impôt courant	2 301,6	2 810,0
Dettes sociales	19 650,7	19 202,8
Dettes fiscales	5 275,3	6 132,1
Comptes courants - passif	6 045,2	96,8
Autres dettes	9 368,8	11 567,9
Produits constatés d'avance	116,4	114,1
Total Général	142 756,6	120 676,1

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Vente de marchandises	369 008,8	338 699,6
Coût d'achat des marchandises vendues	-230 940,1	-207 246,6
Marge commerciale	138 068,6	131 453,0

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2015 est en hausse de 8,9 % par rapport au 30 juin 2014.

Le taux de marge consolidée est en baisse au 1^{er} semestre 2015 et s'élève à 37,41 % contre 38,81 % en 2014. Cette baisse ponctuelle au 30 juin 2015 est liée à une politique commerciale particulièrement attractive sur ce 1^{er} semestre. Au niveau annuel, le groupe anticipe un taux de marge en baisse modérée.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Autres produits et charges d'exploitation	1 465,3	1 237,6
Total	1 465,3	1 237,6

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2015	30/06/2014
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	-73,8	-170,5
Variation nette des provisions pour risques et charges	-5 069,3	191,4
Dépréciation d'actifs non courants	-1 085,7	-568,6
Total	-6 228,8	-547,7

Ce poste intègre le complément de provision sur le risque Séville.

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2015
Résultat avant impôt	5 635,3
Impôt au taux normal France	2 141,4
Impôt réel	680,4
Ecart d'impôt	-1 461,0
Effet des variations de taux d'imposition	-479,7
Effet des différences permanentes	-188,3
Déficits reportables	-627,1
Redressements fiscaux et autres différences	-165,9
Total	-1 461,0

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

30/06/2015 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	250 800	108 830	9 788	0	0	-409	369 009
Autres produits de l'activité	11 374	775	5	745	0	-1 180	11 718
Achats consommés	-157 415	-68 643	-6 035	-2	0	1 155	-230 940
Charges externes	-40 552	-17 710	-2 231	-68	0	435	-60 126
Charges de personnel	-45 444	-17 177	-1 792	-110	0	0	-64 523
Impôts et taxes	-3 364	-1 024	-9	-56	0	0	-4 456
Dotations aux amortissements	-4 935	-2 807	-322	0	0	0	-8 065
Dotations aux provisions	-1 013	-2	0	0	0	0	-1 014
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	1 532	-89	23	0	0	1	1 465
Résultat opérationnel courant	10 984	2 152	-574	508	0	0	13 070
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-8 858	-757	3 385	0	0	0	-6 229
Résultat opérationnel	2 126	1 396	2 811	508	0	0	6 842
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2	102	0	0	0	0	104
Coût de l'endettement financier brut	-978	-92	-4	0	0	0	-1 074
Coût de l'endettement financier net	-976	11	-4	0	0	0	-969
Autres produits et charges financiers	349	-493	124	21	8	-26	-264
Résultat avant impôt	1 499	914	2 684	529	9	-26	5 609
Charges d'impôt	-183	-494	-1	0	-3	0	-680
Quote-part de résultat mise équivalence	27	0	0	0	0	0	27
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	1 343	420	2 683	529	6	-26	4 955
Part du groupe	1 343	420	2 683	529	6	-26	4 955
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

Concernant l'UGT France, La principale variation du poste « autres produits et charges opérationnels » est liée au complément de provision enregistrée par Bricorama SA qui est caution solidaire de sa filiale espagnole sur le litige locatif du magasin de Séville.

30/06/2014 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	221 718	107 779	9 428	0	0	-225	338 699
Autres produits de l'activité	7 501	520	15	506	0	-951	7 591
Achats consommés	-133 720	-68 412	-5 847	0	0	732	-207 247
Charges externes	-37 555	-17 320	-2 247	-80	-1	446	-56 759
Charges de personnel	-42 533	-16 492	-1 792	-80	0	0	-60 897
Impôts et taxes	-3 703	-847	-11	0	-1	0	-4 561
Dotations aux amortissements	-4 393	-2 895	-323	-1	0	0	-7 613
Dotations aux provisions	-939	-26	-52	0	0	0	-1 016
Variation stocks d'encours et de produits finis	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	1 288	-28	-22	0	0	0	1 238
Résultat opérationnel courant	7 664	2 279	-852	345	-2	0	9 435
Résultat sur cession de participations consolidées	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges opérationnels	-14	-364	-169	0	0	0	-548
Résultat opérationnel	7 650	1 915	-1 021	345	-2	0	8 888
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	16	92	1		0	0	109
Coût de l'endettement financier brut	-823	-172	-11	0	0	0	-1 006
Coût de l'endettement financier net	-807	-79	-11	0	0	0	-898
Autres produits et charges financiers	-551	-571	-156	7	11	-26	-1 286
Résultat avant impôt	6 292	1 265	-1 188	353	9	-26	6 704
Charges d'impôt	-2 629	-798	0	0	-3	0	-3 429
Quote-part de résultat mise équivalence	-33	-7	0	0	0	0	-40
Résultat activités destinées à être cédées	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net total	3 630	460	-1 188	353	6	-26	3 234
Part du groupe	3 630	460	-1 188	353	6	-26	3 234
Part des minoritaires	0	0	0	0	0	0	0

30/06/2015 <i>(en milliers d'euros)</i>	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	1 683	59	0	0	0	0	1 742
Ecart d'acquisition	108 648	86 666	2 579	0	0	0	197 893
Immobilisations corporelles	51 076	31 354	5 481	1	0	0	87 912
Titres mis en équivalence	1 856	0	0	0	0	0	1 856
Autres actifs financiers	76 690	-15 925	-1 918	-977	-2 706	-41 812	13 350
Actifs d'impôt non courant	1 926	920	0	301	0	0	3 147
Autres actifs long terme							
Total actifs non-courants	241 879	103 073	6 442	-976	-2 706	-41 812	305 900
Stocks et en-cours	165 095	66 236	8 397	0	0	0	239 728
Clients et autres débiteurs	26 607	871	44	1 907	68	-7 379	22 118
Actifs d'impôts courants	2 541	50	0	0	0	0	2 591
Autres actifs courants	100 928	33 622	704	1	1 476	-94 590	42 141
Autres actifs financiers à la juste valeur	3 362	0	0	0	0	0	3 362
Trésorerie et équivalent de trésorerie	11 341	19 134	1 607	442	0	0	32 525
Total actifs courants	309 875	119 913	10 752	2 350	1 544	-101 969	342 465
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	551 754	222 987	17 194	1 374	-1 162	-143 782	648 365

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Actions propres							
Autres réserves	206 345	70 821	-18 239	819	-1 176	0	258 572
Résultats de l'exercice	1 343	394	2 683	529	6	0	4 955
Total capitaux propres, part du groupe	252 207	71 215	-15 556	1 349	-1 170	0	308 045
Intérêts minoritaires	5	35	0	0	0	0	40
Total des capitaux propres	252 212	71 250	-15 556	1 349	-1 170	0	308 086
Emprunts et dettes financières	95 180	44 970	2 527	0	0	-45 053	100 624
Passif d'impôt non courant	0	535	0	0	0	0	535
Engagement envers le personnel	6 089	1 107	0	0	0	0	7 197
Provisions à long terme	9 427	0	301	0	0	0	9 727
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0	0
Total passifs non courants	110 695	46 612	2 828	0	0	-42 052	118 083
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	48 429	4 304	0	0	0	0	52 733
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	24 789	1 691	225	0	0	0	26 706
Passif d'impôt courant	313	1 972	16	0	0	0	2 302
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	78 934	18 250	10 163	25	5	-7 379	99 998
Autres passifs courants	36 380	78 907	19 518	0	2	-94 350	40 456
Total passifs courants	188 846	105 124	29 922	25	8	-101 729	222 196
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	0	0	0
Total passif	551 754	222 987	17 194	1 374	-1 162	-143 782	648 365

31/12/2014 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Espagne	Asie	Autres	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	1 906	90	0	0	0	0	1 995
Ecart d'acquisition	86 016	86 666	2 579	0	0	0	175 261
Immobilisations corporelles	38 864	32 168	5 620	2	0	0	76 653
Participations entreprises associées	43	-113	0		0	0	-69
Autres actifs financiers	79 196	-15 926	-1 988	-985	-2 706	-45 894	11 698
Actifs d'impôt non courant	426	1 58	282	0	0	0	2 298
Total actifs non-courants	206 450	104 475	6 493	-983	-2 706	-45 894	267 835
Stocks et en-cours	137 548	61 328	7 730	0	0	0	206 607
Clients et autres débiteurs	21 162	1 357	166	1 582	49	-7 463	16 853
Actifs d'impôts courants	875	35	0	0	0	0	0
Autres actifs courants	88 252	35 991	714	1	1 487	-88 061	38 384
Trésorerie et équivalent de trésorerie	31 221	12 444	867	102	0	0	44 635
Total actifs courants	279 058	111 156	9 478	1 685	1 536	-95 523	307 389
Total actif	485 508	215 631	15 971	702	-1 170	-141 417	575 224

Capital	31 107	0	0	0	0	0	31 107
Primes liées au capital	13 412	0	0	0	0	0	13 412
Réserves	202 621	64 782	-16 652	235	-1 186	0	250 101
Résultats de l'exercice	8 067	6 024	-1 886	441,7	10	0	12 657
Participation ne donnant pas le contrôle	6	35	0	0	0	0	41
Total des capitaux propres	255 213	70 842	-18 239	677	-1 176	0	307 317
Emprunts et dettes financières	64 590	49 428	2 620	0	0	-46 000	70 637
Passif d'impôt non courant	0	949	0	0	0	0	949
Engagement envers le personnel	5 589	1 036	0	0	0	0	6 625
Provisions à long terme	921	0	3 669	0	0	0	4 590
Total passifs non courants	71 099	51 413	6 289	0	0	-46 000	82 801
Fournisseurs et autres créditeurs	64 552	14 730	8 907	25	2	-7 463	80 752
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	39 777	1 387	0	0	0	0	41 165
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	20 771	2 191	303	0	0	0	23 264
Passif d'impôt courant	0	2 794	16	0	0	0	2 810
Autres passifs courants	34 096	72 274	18 695	0	4	-87 955	37 114
Total passifs courants	159 195	93 376	27 291	25	6	-95 417	185 105
Total passif	485 508	215 631	15 971	702	-1 170	-141 417	575 224

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
France :						
Bricorama SA	Villiers	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Villiers	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Villiers	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricoried SAS	Sélestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
SCI Immobilière Bricallerie	Villiers	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Galeries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SAS Talos	Saint-Géréon	433 943 404	100 %	I.G.	01/2015	
SAS Rochefort Brico Loisirs	Rochefort	331 660 670	100 %	I.G.	01/2015	
Rouergue Bricolage SAS	Decazeville	480 460 393	100 %	I.G.	01/2015	
Afer SAS	Nice	426 580 122	100 %	I.G.	01/2015	
Frimont bricolage SAS	La Réole	332 522 705	100 %	I.G.	01/2015	
Sodica SAS	Capdenac	442 265 260	100 %	I.G.	01/2015	
Cahors Bricolage SAS	Nice	501 256 234	100 %	I.G.	01/2015	
SCI Beauséjour	Marmande	341 054 450	100 %	I.G.	01/2015	
SCI Girondaise	La Réole	353 301 724	100 %	I.G.	01/2015	
SCI du Rond Point 12	Villeneuve d'Aveyron	428 737 803	50 %	M.E.E	01/2015	
Le Grand Brico	Lannion	437 250 350	100 %	I.G.	02/2015	
Le Grand Brico 2	Minihy-Tréguier	340 448 539	100 %	I.G.	02/2015	
À l'étranger :						
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Bricorama Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011	

Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G	07/2011	
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G	07/2011	
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G	07/2011	
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G	07/2011	
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E	11/2011	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	100 %	I.G.	09/2012	

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

Le 11 septembre 2015, Bricorama a publié un article informant de sa volonté de se rapprocher de Mr Bricolage afin de créer un acteur de tout premier plan sur le marché du bricolage en France. Ce projet qui reposait sur une logique stratégique et industrielle forte aurait donné une nouvelle dimension à un acteur majeur du bricolage détenu par une entreprise familiale française. Ce projet aurait été créateur de nombreuses synergies opérationnelles par la complémentarité des savoir-faire respectifs des deux groupes et de leurs réseaux de magasins (mise en commun des meilleures pratiques, synergies d'achats, complémentarité du maillage territorial...). Bricorama souhaitait ainsi développer et pérenniser le réseau d'adhérents et affiliés de Mr Bricolage et proposer à l'ensemble de ces adhérents des conditions commerciales améliorées. Le Groupe Bricorama a pris acte du refus de Mr Bricolage, l'offre indicative de Bricorama adressée le 2 septembre aux actionnaires de Mr Bricolage a expiré le 14 septembre 2015 à 14h00.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

Dans le cadre du litige avec Mr Bricolage, la société Bricorama s'est pourvue en Cassation suite à l'arrêt rendu par la Cour d'Appel nouvellement constituée en octobre 2014. Cette affaire est actuellement toujours pendante devant la Cour de Cassation.

Concernant le litige avec le bailleur sur la fermeture anticipée du magasin de Séville, en première instance, le tribunal a condamné Bricorama le 20 mars 2014 à indemniser le propriétaire à hauteur de 6,7 millions d'euros, jugement confirmé par la cour d'appel en juillet 2015. Bricorama SA qui est caution solidaire sur le dossier a ajusté le montant de la provision pour le porter à 8,5 millions d'euros (intérêts de retard inclus) dans les comptes présentés. Au 31 décembre 2015, le groupe cédera des actifs pour compenser intégralement cette charge exceptionnelle.

Note 18. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2015		Total charges	Total produits	Engagements	Nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif					
Bricorama SA	La Maison du Treizième	86 885	49 607		64 845		Prestations	Néant
	La Maison du Treizième			360 204		311 726	Loyers	
	La Maison du Treizième	153 361					Dépôts	
	Promo Brico	16 647			2 314		Prestations	
	Point Cadres	156 620			5 513		Prestations	
	Autres sociétés	19 226	2 666	27 138	13 622		Prestations	
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième	173 610	2 269 052	10 351 603		8 502 603	Loyers	Néant
	La Maison du Treizième	4 226 128					Dépôts	
	Promo Brico	1 386 984					Dépôts	
	Promo Brico	52 001	546 843	3 327 605	1 201	2 635 105	Loyers	
	Points Cadres et Bestove	44 224	11 591	443 268	34 387		Achats de Marchandises	
	Autres sociétés		141 861	774 421		1 645 986	Loyers/prestations	

	Autres sociétés	350 406					Dépôts	
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	15 428	65 357	847 497	10 000	3 552 495	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	8 890	29 780	222 587	3 500	1 354 350	Loyers	
Maatschap Bouwmarkt Gent	Belgium Properties Retailers	10 433	20 865	116 638		318 616	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	4 473	8 945	59 593		376 653	Loyers	
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers		7 000	101 689		94 689	Loyers	Néant
CB Bouwmarkten	Belgium Properties Retailers		3 000	88 000		425 000	Loyers	Néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers	4 281	8 563	94 002		201 302	Loyers	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers	4 395	26 234	128 790		517 422	Loyers	Néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers		12 800	117 183		313 149	Loyers	Néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV			499 381		5 561 434	Loyers	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV			743 494		12 781 350	Loyers	Néant
	Immo Vastgoed Holland BV			9 296			Prestations	
	Immo Vastgoed Holland BV				95 000		Prestations	
	OFS Traders				7 500		Prestations	
	Godli Holding BV				3 500		Prestations	
	Kodden Raalte Beheer				2 000		Prestations	
	Goldi Beheer				800		Prestations	
Goldi Vastgoed				3 500		Prestations		
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV			153 123		2 296 840	Loyers	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV			127 894		896 747	Loyers	Néant
	OFS Traders			528 060		6 815 494	Loyers	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Immo Vastgoed Holland BV	1 048	23 522	23 522 1 048		2 601 008	Loyers Prestations	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			130 058		725 434	Loyers	Néant
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Goldi Vastgoed Apeldoorn BV			268 391		3 220 688	Loyers	Néant
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit. Mij BV			90 024		2 099 281	Loyers	Néant

Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV			107 582		1 629 512	Loyers	Néant
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV			145 669		2 206 400	Loyers	Néant
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV			159 562		2 393 437	Loyers	Néant
Bouwmarkt Ypenburg BV	Immo Vastgoed Holland BV			123 500		3 813 167	Loyers	Néant